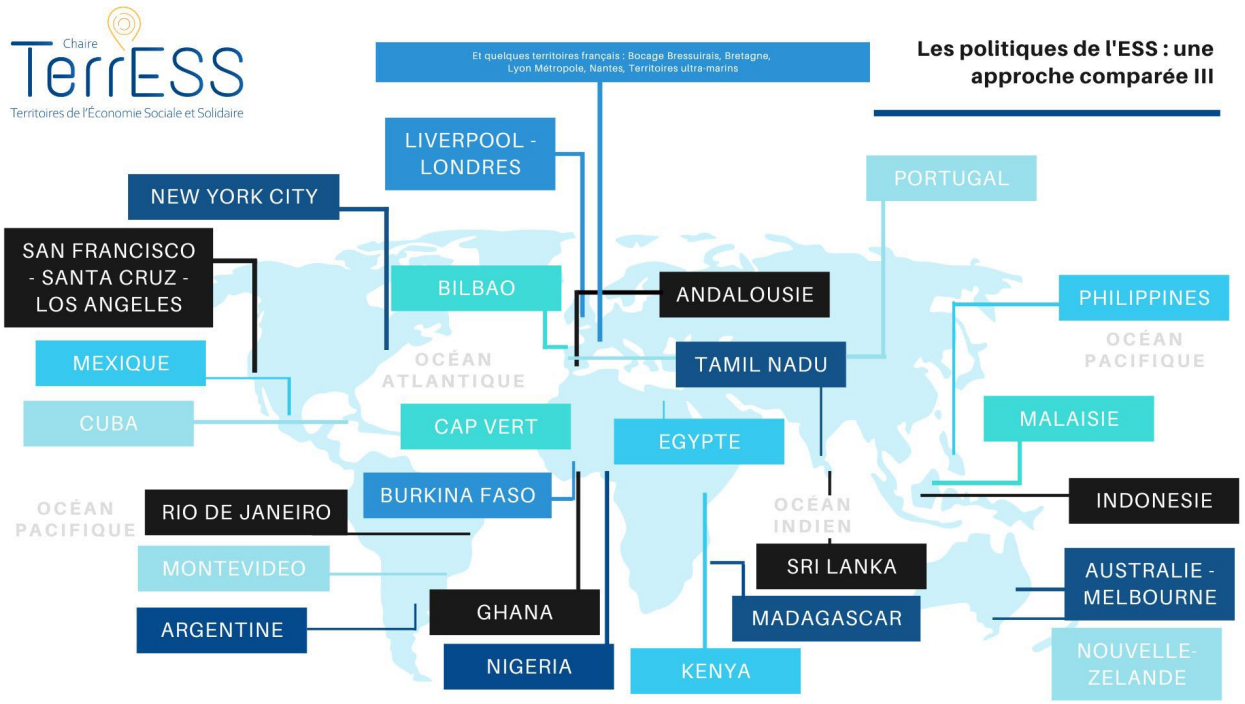
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Indonésie

Par Gladys DAMEY, Ludovic DUVIVIER, Janelle MARTIN, Lisa PAILLOUX, Jade TISSIER

L'Indonésie, puissance émergente asiatique, occupe une position stratégique au cœur de la région Indo-Pacifique. Avec plus de 275 millions d'habitants, il s'agit du quatrième pays le plus peuplé au monde et le plus vaste d'Asie du Sud-Est. Cet archipel situé sur les routes commerciales reliant la Chine et l'Inde et traversé par le détroit de Malacca est un carrefour géostratégique. Face à l'engorgement de la ville, à sa pollution importante et ses inondations fréquentes, le précédent gouvernement de Joko Widodo a décidé de transférer la capitale Jakarta vers Nusantara (Franck et al., 2024). Ainsi, depuis août 2024, Nusantara, une nouvelle cité-province encore en construction sur la côte orientale de Bornéo, devient la nouvelle capitale.

Historiquement, l'Indonésie est un carrefour culturel et économique. Au VIIIe siècle, l'archipel attire des commerçants venus de Chine et de la péninsule arabique, qui y ont introduit une nouvelle religion, l'islam dont l'influence économique et politique est restée majeure. Après plus de 3 siècles de colonisation hollandaise, l'Indonésie accède à l'indépendance en 1945, impulsée par la première présidence de Sukarno qui s'affirme en tant que leader du Tiers-Monde. En 1968, le général Suharto arrive au pouvoir et instaure un régime autoritaire. Il favorise le développement économique du pays en se rapprochant des puissances occidentales au détriment des libertés.

C'est dans ce contexte d'indépendance et de construction nationale que l'économie sociale et solidaire (ESS) en Indonésie a émergé avant de s'inscrire dans un cadre institutionnel et politique largement façonné par l'islam. Plusieurs acteurs et secteurs d'activités sont aujourd'hui concernés, bien que plusieurs limites et défis soient à mentionner.

L'économie sociale et solidaire au cœur de la construction nationale en Indonésie

L'ESS en Indonésie trouve ses racines dans le passé colonial de l'archipel et les mouvements indépendantistes qui le suivent, notamment sous la forme de coopératives. Les premières initiatives de coopératives remontent à la période coloniale, avec la création officielle de la première coopérative en 1896 par des fonctionnaires hollandais. En 1905, le gouvernement colonial hollandais adopte une loi reconnaissant les coopératives en tant qu'entités légales réglementées par la loi (Pratono et al., 2019).

Avec la lutte pour l'indépendance et la fin du colonialisme, les coopératives revêtent une importance croissante grâce au Parti national indonésien fondé par Sukarno. Le PNI organise en 1932 un Congrès de coopératives à Jakarta, faisant de ces structures un principe fondateur de l'économie et de la construction nationale (Aleksic, 2018). L'article 33 de la Constitution de 1945 déclare ainsi que "l'économie nationale doit s'organiser sur une base de coopératives".

L'importance accordée aux coopératives dans la construction nationale de l'Indonésie est largement attribuée à Mohammad Hatta, ancien premier ministre sous la Présidence de Sukarno. Hatta considérait ces structures comme l'unique moyen d'éradiquer le complexe d'infériorité hérité du colonialisme (Aleksic, 2018). Elles représentaient sous une forme moderne l'entraide traditionnelle des sociétés agraires indonésiennes, par le principe du "gotong-royong". Au cœur de la culture indonésienne, ce dernier désigne une forme d'entraide mutuelle à travers un travail organisé collectivement, sans rémunération. Pareillement, l'idéal de *Pancasila*, la philosophie fondatrice de l'Etat indonésien, vise "une justice sociale pour tous les peuples d'Indonésie"(ILO, 2021). Hatta voyait ainsi dans les coopératives un

modèle qui permettait de trouver un équilibre entre communisme et capitalisme dans le contexte de la Guerre Froide, en préservant une spécificité indonésienne au centre de la politique de non alignement. L'objectif affiché des coopératives était la satisfaction des besoins communs de ses membres, et non la recherche de profit.

Un cadre institutionnel façonné par la religion et la culture islamique

En 1992, une nouvelle loi introduit une typologie des coopératives en Indonésie, déclinée dans 4 catégories: les coopératives de consommateurs, de production, de service et de prêt et d'emprunt (Aleksic, 2018). Sous la supervision du Ministère des Coopératives nouvellement créé, ces coopératives se distinguent selon qu'elles soient primaires (formées par 20 individus minimum) ou secondaires (formées par 3 coopératives minimum). Ainsi, les coopératives tiennent une place centrale dans l'ESS indonésienne. Leur contribution au PIB est en augmentation ; le ministre des coopératives Budi Arie Setiadi a d'ailleurs récemment fixé l'objectif d'une contribution à hauteur de 10 à 20% du PIB indonésien (Rizky, 2024).

L'ESS se décline alors sous différentes structures dans le pays. Les organisations à but non lucratif que sont les associations, syndicats et fondations sont pour la plupart influencées par la philanthropie islamique (Nurhadi et al., 2023). Les entreprises sociales, reconnues en 2015 par la *National Entrepreneurship Draft Bill*, visent à favoriser l'insertion des femmes, des jeunes mais aussi des personnes en situation de handicap. Elles adoptent une approche de développement communautaire davantage que clientéliste (ILO, 2021). Gojek, une entreprise d'e-commerce, a par exemple soutenu financièrement ses employés pendant la crise du covid-19 via des aides directes, l'annulation de certaines dettes et des distributions de kits sanitaires (Nurhadi et al., 2023). Un autre secteur s'est d'ailleurs illustré pendant la crise du covid-19, celui de l'économie informelle qui est un levier important de l'ESS dans le pays. Il prend la forme d'actions de solidarité sur le modèle du "gotong-royong" comme la distribution de denrées alimentaires, où chaque individu contribue à hauteur de ses capacités.

Ce cadre institutionnel de l'ESS en Indonésie est grandement influencé par la tradition islamique. L'islam, religion majoritaire sur l'archipel, représente 87% de la population (Fealy, 2023). Preuve de son rôle majeur, la Banque centrale et l'Autorité des services financiers possèdent des divisions internes spécialement dédiées à la finance islamique (Soemadipradja & Taher, 2019). On assiste à une véritable "philanthropie" religieuse enracinée dans la culture locale, qui s'illustre notamment par des institutions comme les *pesantren*, des internats islamiques fournissant une éducation gratuite, religieuse et financière ayant pour but d'autonomiser les élèves et de les pousser à mener des activités entrepreneuriales. En plus de fournir une éducation accessible pour les familles les plus modestes, les *pesantren* créent des emplois et s'appuient sur des pratiques respectueuses de l'environnement (Robani et al., 2022).

Dans le cadre de cette tradition philanthropique, des organisations de la société civile telles que Dompet Dhuafa et Rumah Zakat fournissent également des aides économiques, notamment en cas de crise (Nurhadi et al., 2023). Cette diffusion de l'ESS est notamment permise à travers des pratiques telles que le "mudharabah", un modèle de financement éthique basé sur des principes islamiques qui établit une collaboration équitable entre investisseurs et entrepreneurs, qui partagent les revenus et les pertes, afin d'impulser de nouveaux projets entrepreneuriaux tout en limitant les risques (Robani et al., 2022).

De multiples acteurs insérés dans les secteurs d'activités de l'ESS

Au-delà des acteurs de l'ESS à proprement parler et des différents leviers gouvernementaux, de nombreux acteurs "tiers" interagissent et permettent la création, le développement et l'accompagnement des structures de l'ESS en Indonésie, qui vont par conséquent permettre de répondre à certains objectifs de développement durable (voir annexe 4). Ils se déclinent en quatre entités selon un rapport du British Council (2018).

Les organisations dites "facilitatrices" ("*enablers*") accompagnent les entreprises de leur création jusqu'au développement de leur activité. Impact Hub Jakarta soutient par exemple les initiatives d'ESS qui agissent en faveur d'un impact économique durable et positif en Indonésie en connectant des entreprises sociales à des individus et organisations qui pourraient les aider à développer leur projet.

Les investisseurs offrent en dehors des subventions publiques de larges possibilités de financement pour les différentes entreprises de l'ESS en Indonésie. Parmi eux, le rôle particulier de l'investisseur Patamar Capital est à mentionner. Fondé en 2011 à Singapour, il cherche un retour sur investissement parallèlement à un impact social et environnemental positif. Il investit dans des projets respectant quatre piliers : impliquer les travailleurs pauvres, remédier aux inefficacités du marché et maximiser les rendements sociaux et financiers.

Les organismes de soutien aux entreprises sont chargés en parallèle d'autres organes gouvernementaux, de délivrer des services comme un soutien en comptabilité, en assistance juridique ou médiatique aux entreprises de l'ESS. Pop Legal est par exemple une plateforme qui vise à simplifier le processus de création d'une entreprise en aidant au développement de documents légaux, quand "Filantropi", une association indonésienne fondée en 2007, propose des "talkshow" où des philanthropistes et entrepreneurs débattent sur les activités des entreprises de l'ESS, notamment si elles réalisent des avancements en termes de justice sociale et des ODD.

Enfin, les derniers types d'acteurs sont les instituts d'éducation supérieure qui conduisent des recherches et fournissent des programmes d'entraînement pour les entrepreneurs. Nombre d'entre elles mènent aussi des programmes pour encourager les étudiants à investir dans l'ESS. Un exemple marquant est l'Université de Prasetiya Mulya : en plus de former ses diplômés à réaliser un profit, elle les incite à rendre la société plus autonome. Certains cours mettent l'accent sur la reconnaissance de problèmes sociaux ou l'intégration des aspects sociaux tout en réalisant du profit.

Il convient également de s'intéresser aux principaux secteurs de l'ESS en Indonésie. Les industries créatives, nombreuses, favorisent un artisanat local en adoptant des modes de production durables. Ariga vend par exemple des montres en bois fabriquées à partir de déchets de bois recyclés. Les secteurs de l'agriculture et de la pêche sont aussi dominants. Ils optimisent des ressources locales comme Agradaya, une entreprise communautaire engagée dans la production de divers produits locaux. Enfin, l'éducation, via des programmes pour réduire l'écart éducatif dans les régions rurales, est un secteur majeur de l'ESS en Indonésie. C20 Library & Collabtive, un espace communautaire rassemblant des bibliothèques et espaces de travail, favorise ainsi l'accès aux ressources et crée des interactions entre les communautés (British Council, 2018 - PLUS Community, 2024).

Ces initiatives ont un impact social et économique important puisqu'elles créent des emplois pour les femmes et les jeunes. En 2016-2017, 69% des employés dans les entreprises sociales sont des femmes et 40% des entreprises sont dirigées par des femmes. En outre, dans cette même période, 67% des entreprises étaient dirigées par des jeunes (18-34 ans). Par ailleurs, comme une partie des entreprises sociales se situent en dehors des grandes villes, ce secteur permet de renforcer le lien entre milieux ruraux et milieux urbains (British Council, 2018).

Défis et limites de l'ESS en Indonésie

La vulnérabilité économique et des limites structurelles freinent toutefois le développement de l'ESS en Indonésie, réduisant son impact sur un développement inclusif et durable. La faible fiscalité restreint les financements publics, limitant les ressources locales pour pérenniser les projets. Le système bancaire, dominé par quelques grandes banques, privilégie les clients les plus sûrs et exclut souvent les PME et initiatives locales typiques de l'ESS. La vulnérabilité de l'économie indonésienne s'explique notamment par sa dépendance aux matières premières, qui l'expose à la volatilité des prix mondiaux. En conséquence, la marge de manœuvre pour financer les projets locaux est réduite.

Par ailleurs, l'ESS indonésienne se confronte à des défis structurels et institutionnels. Les initiatives d'ESS restent majoritairement centralisées dans les grandes villes, laissant les régions rurales en marge, accentuant les disparités territoriales déjà marquées dans cette région (British Council, 2018), sans oublier l'absence d'une structure juridique dédiée aux entreprises sociales. Les acteurs peinent souvent à accéder à des ressources administratives et fiscales nécessaires à leur développement. Le manque de reconnaissance officielle de ces initiatives complique l'accès aux financements innovants. A cela s'ajoute une faible sensibilisation aux ressources disponibles. Le manque de connaissance et de compétences des acteurs pour gérer efficacement les fonds accordés explique leur impact limité. Même si les communautés sont incluses dans les consultations, elles participent de manière peu active dans les processus décisionnels. Cela s'explique souvent par un manque d'information des citoyens sur leur rôle à jouer. La rigidité des cadres réglementaires existants représente également une limite. Les priorités nationales, souvent trop prescriptives, empêchent une adaptation locale aux besoins spécifiques. De plus, les carences en infrastructures freinent la compétitivité des secteurs potentiellement porteurs pour l'ESS.

Le programme Dana Desa lancé en 2015 pour réduire les inégalités rurales-urbaines illustre ces défis. Il favorise une économie solidaire en soutenant l'autonomie locale, la décentralisation, le renforcement des communautés et des financements participatifs pour le développement local. En 2016, il représentait 46,9 trillions de rupiahs, chaque village en recevant en moyenne 800 millions. La mise en place de ce programme peut être analysée via le prisme des principes d'une bonne gouvernance (la participation, l'équité, la transparence, la responsabilité, l'efficacité et le respect de la loi). Néanmoins, ces principes sont peu respectés. Les responsables locaux chargés de la gestion des fonds manquent souvent de formation technique. Cela entraîne une forte dépendance aux experts régionaux, limitant leur autonomie et la durabilité des projets. Bien que les communautés soient consultées, leur implication reste faible, en raison d'un manque d'éducation sur leur rôle et d'une méconnaissance des projets. Cela réduit l'adéquation des projets aux besoins locaux. Les priorités fixées par la loi au niveau national laissent peu de marge pour des innovations locales ou des solutions adaptées aux besoins spécifiques des villages. Enfin, les fonds arrivent souvent tardivement dans l'année. Ces retards affectent la planification, l'exécution et la pérennité des programmes. Ces défis illustrent ainsi comment les limites structurelles et institutionnelles freinent l'efficacité des initiatives ESS, mais aussi comment une gouvernance locale adaptée pourrait maximiser leur impact.

Enfin, il convient de souligner une limite à notre note relative à la littérature existante sur ce sujet qui est peu récente. Il est en effet difficile de vérifier l'effectivité des mesures prises concernant le type de financement ou le flou juridique.

Bibliographie

- Aleksic, K. (2018) Les coopératives en Indonésie : perspectives historiques et enjeux contemporains L'exemple de la coopérative des ouvrières « Sejahterah », *L'Homme & la Société*, n° 206(1), p.357-374.
- Ambassade de France à Jakarta (2024) Chronologie historique de l'Indonésie, Ambassade de France en Indonésie, au Timor oriental et auprès de l'ASEAN. https://id.ambafrance.org/Chronologie-historique-de-l
- ARTE (2024) Indonésie, l'émergence d'un géant, *L'essentiel du Dessous des Cartes*. https://www.youtube.com/watch?v=ODaNSxQgEbA&ab_channel=LeDessousdesCartes-ARTE
- British Council (2018) - Developing an Inclusive and Creative Economy - The State of Social Enterprise in Indonesia
    - the_state_of_social_enterprise_in_indonesia_british_council_web_final.pdf
- Franck, M., Lancret, N., Ririk Winandari, M. et Wijayanto, P. (2024) . Ibu Kota Nusantara (IKN), un nouveau modèle de capitale en Indonésie ? Processus, discours et planification. *Suds*, n° 289(1), p.45-78.
- Fealy, G. (2023). *L'impact de la religion sur la politique, la société et les relations internationales indonésiennes*. Observatoire international du religieux. https://obsreligion.cnrs.fr/note/limpact-de-la-religion-sur-la-politique-la-societe-et-les-relations-internationales-indonesiennes/
- International Labour Organization (2021) Mapping the Social and Solidarity Economy Landscape in Asia: Spotlight on Indonesia, *ILO brief*. https://www.ilo.org/publications/mapping-social-and-solidarity-economy-landscape-asia-spotlight-indonesia
- Nurhadi, N., Yuda, T. K., Kafaa, K. A., & Pratiyudha, P. P. (2023). Changing welfare solidarity: social policy and solidarity ventures during COVID-19 outbreak in Indonesia. *Journal of Asian Public Policy,* p. 1–21.
- PLUS Community - Social Enterprise Map and Directory (2024)
    - Social Enterprise Map and Directory - PLUS | Platform Usaha Sosial
- Pratano, Pramudija, Sutanti (2019) Social Enterprise en Indonesia - Emerging Models Under Transition Government in *Social Enterprise in Asia : Theory, Models and Practice* Social Enterprise in Asia; Theory, Models and Practice
- Purnomo, B. S., Nasim, A., Besar, M. H. A. H., & Suryadi, E. (2024). Mudharabah and Musyarakah Financing in Indonesian Islamic Banking Practices: Is It Equity or Debt Financing? *Islamic Research*, 7(1), p. 14-22.
- Rizky M. (2024) "Kontribusi Koperasi ke Ekonomi RI Kurang 2%, Budi Arie Target 10%", CNBC Indonesia https://www.cnbcindonesia.com/news/20241218122247-4-596934/kontribusi-koperasi-ke-ekonomi-ri-kurang-2-budi-arie-target-10#:~:text=Jakarta%2C%20CNBC%20Indonesia%20%2D%20Menteri%20Koperasi,Domestik%20Bruto%20(PDB)%20Indonesia
- Robani, A., Ahamat, A., Syed Hassan, S. N., Latief, H., & Pratiwi, A. (2022). Islamic solidarity economy: The case study of social entrepreneurship in Pesantren, Indonesia. *Middle East Journal of Management*, 9(6), p. 1–15.

- Soemadipradja & Taher. (2019). *Islamic Finance & Markets in Indonesia*. Lexology. https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=6add72f6-d54f-4f3d-b837-8e7a6c24c345

Annexes

Annexe 1

L'ESS en Indonésie revêt une dimension sociale, démocratique et économique, illustrée ci-dessus par une conception triangulaire. Les organisations situées à l'extérieur de ce triangle sont alors considérées comme hybrides. (ILO, 2021).

Annexe 2

Table 4.1 Tentative typology of SE models in Indonesia

SE models in Indonesia	*Background*	*Vision-based typology*	*Governance and ownership structure*
Entrepreneurial NPO model	SEs established with a strong philanthropy orientation; they try to develop business activities to support their social activities.	Integrated and/or external activities with a strong philanthropy orientation.	The decision-making process relies on individuals, founders or a group of stakeholders.
Social cooperative (SC) model	SEs resulting from the move of cooperatives or any other type of mutual-interest organisations towards a concern for a more general interest.	Integrated activities, with a strong intention to gain more autonomy.	Member-based and independent governance.
Community development enterprise (CDE) model	SEs focusing on local economic development in a specific area. The business division is established to gain access to market opportunities for the products from the community development programme.	Integrated activities: the business division is established to support the community development programme.	The role of charismatic leaders as representatives of the community is essential.
Social business (SB) model	SEs resulting from organisations with a strong market capability establishing a social division.	The business division and social division are embedded to develop the self-financed social programme.	Private companies with shareholders, sharing their mission with their stakeholders or parent organisations.

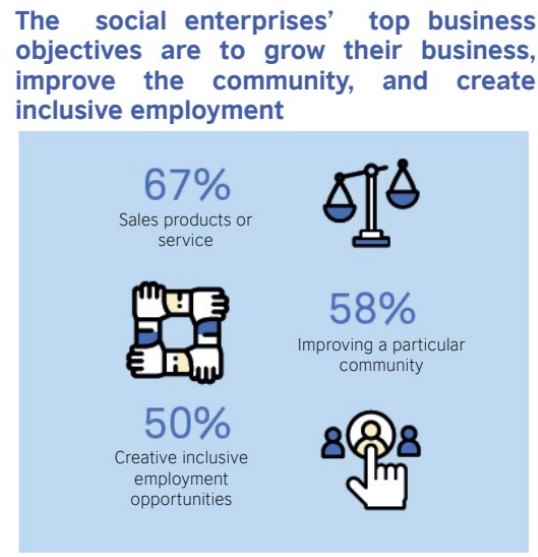
L'ESS en Indonésie peut se décliner en quatre modèles différents : le modèle entrepreneurial, le modèle de coopérative social, le modèle d'entreprise de développement communautaire et le modèle social d'entreprise. (Pratono et al., 2019).

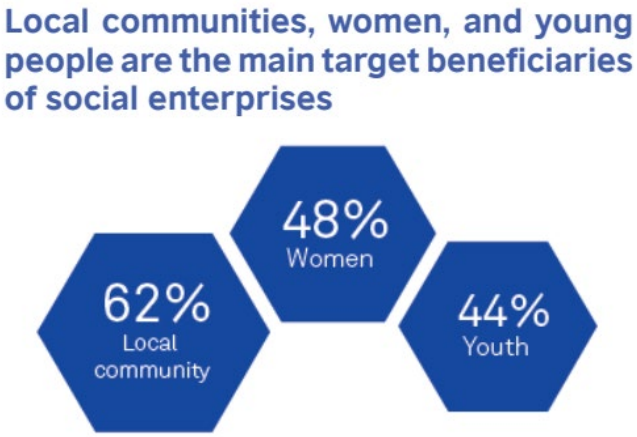
Annexe 3

PLUS Community est un espace qui permet aux entreprises sociales indonésiennes de se rassembler et de recevoir le soutien dont elles ont besoin pour avoir un impact positif sur leurs communautés. Cette

communauté a répertorié sur cette carte les différentes entreprises sociales en Indonésie. (PLUS Community, 2024).

Annexe 4





Les politiques d'ESS en Indonésie répondent à différents objectifs de développement durable (ODD). On peut citer notamment le travail décent et la croissance économique ("sales productifs or service" "creative employment opportunities"), mais aussi la réduction des inégalités, qu'elles soient entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les communautés rurales et urbaines. (British Council, 2018).